



SUSTAIN

Alliance for healthy, just and sustainable food & farming
Working across Indigenous Territories / Ontario

Donner priorité à la souveraineté alimentaire des Autochtones

- Inacceptables et embarrassantes, des questions de terres et de traités autochtones restent en suspens, souvent retardées, bloquées ou ignorées par les administrations provinciales et/ou fédérales, les fonctionnaires et les conseillers réticents au risque.
- Les politiques provinciales continuent de miner le droit des peuples autochtones d'exercer leurs droits issus de traités en matière d'accès et de cogestion des terres, de l'eau, des ressources et des marchés traditionnels nécessaires à la souveraineté alimentaire.
- Il y a toujours un manque de consultation et de participation adéquates sur les décisions qui affectent la vie des peuples autochtones.
- Les politiques provinciales d'utilisation des terres, de gestion des ressources et de protection de l'environnement ratent souvent la cible dans l'alignement sur les droits issus des traités des Autochtones et les priorités.
- Il n'y a pas de représentation adéquate des Premières Nations au sein du cabinet provincial.
- Les politiques actuelles ne parviennent pas à assurer une protection adéquate contre les polluants nocifs provenant de l'exploitation forestière et minière, qui contaminent l'eau et le sol, posant des risques pour la sécurité alimentaire et la faune.

Recommandations:

- **Examiner** toutes les politiques provinciales et les aligner sur les droits issus de traités des Autochtones, en particulier les protocoles de consultation, les politiques d'utilisation des terres et de protection de l'environnement.
- **Garantir une représentation significative des autochtones**
- **Garantir un budget suffisant aux Affaires autochtones.**
- Établir des programmes de **certification de la sécurité alimentaire** dirigés par des autochtones.
- Créer une politique de santé publique qui autorise la **distribution d'aliments traditionnels au public.**
- Autoriser le **transport des aliments traditionnels au-delà des frontières provinciales.**
- Faciliter le processus d'accès des **producteurs alimentaires autochtones** aux marchés conventionnels, notamment en revoyant et en révisant les exigences en matière d'étiquetage.
- Créer un **programme de soutien aux exploitants** au niveau provincial pour fournir un soutien financier pour accéder aux terres éloignées, y compris des subventions pour les outils et l'équipement nécessaires (par exemple, bateaux, moteurs).
- **Modifier la Charte des droits environnementaux de l'Ontario** pour s'assurer que les perspectives autochtones soient pleinement intégrées aux évaluations environnementales.
 - **Arrêter l'utilisation du glyphosate en foresterie** pour protéger l'habitat de l'orignal
 - **Financer des tests de sécurité des terres** dans les communautés touchées par les activités industrielles, en particulier celles situées à proximité d'anciens sites militaires ou miniers, pour détecter le glyphosate, les métaux lourds et d'autres polluants toxiques susceptibles de perturber les systèmes alimentaires.

Ces recommandations politiques ont été élaborées dans le cadre d'un processus participatif au cours des quatre derniers mois, et qui a impliqué plus de 90 organisations dans l'ensemble de l'Ontario.

<https://sustainontario.com/vote2025/>